

6 Économie

Bilan de la rencontre sous-régionale de suivi des recommandations de la Conférence de Rome sur la nutrition

Les problèmes de nutrition au cœur de toutes les préoccupations

Willy NDONG

Libreville/Gabon

DÉBUTÉE le 30 septembre 2015, la réunion sous-régionale consacrée au suivi des recommandations et des engagements de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition, qui s'est tenue en novembre dernier à Rome (Italie), s'est achevée le 2 octobre 2015 par une série de recommandations. Ce conclave visait, entre autres, à renforcer les capacités des pays de la sous-région, afin de consolider stratégiquement et rendre opérationnels leurs documents de politique en matière de nutrition, et à accompagner l'intégration harmonieuse de la nutrition dans les programmes nationaux d'investissement en agriculture et sécurité alimentaire, afin de maximiser les impacts nutritionnels des interven-



Photo : W.N

tions, en vue de réduire la malnutrition en Afrique centrale.

A l'ouverture des travaux, le Premier ministre, Pr Daniel Ona Ondo, au nom du président de la République Ali Bongo Ondimba, avait rappelé que pour éradiquer la faim, il est nécessaire de pla-

cer la sécurité alimentaire et la nutrition au premier rang des préoccupations politiques. Au cours de la cérémonie de clôture, le ministre d'État en charge de l'Agriculture, Mathieu Mboumba Nziengui a, quant à lui, sollicité la création dans notre pays d'un Conseil national

de développement de la sécurité nutritionnelle. Présidée par le Premier ministre, cette entité réunirait, à intervalles réguliers, divers experts, notamment les nutritionnistes, médecins, sociologues, psychologues, vétérinaires, agronomes et, tout naturellement les déci-

deurs.

Le droit d'accès de chaque personne à des aliments sûrs, nutritifs et en quantité suffisante a été consacré par la Déclaration de Rome sur la nutrition. Les défis pour y parvenir sont considérables, mais doivent être relevés. D'une manière générale, il

apparaît impérieux de mettre la nutrition au cœur des priorités de développement des États de la sous-région qui, malgré l'énorme potentiel agricole, demeure malgré tout une zone où plus de 50 millions d'habitants seront sous-alimentés d'ici quelques années.

A l'issue de cette réunion, plusieurs recommandations ont été faites. A savoir : le plaidoyer pour la création des lignes budgétaires destinées au financement de la nutrition au niveau des pays de la sous-région, l'implication des bailleurs de fonds et partenaires techniques et financiers, l'intégration de la nutrition dans les stratégies et programmes de tous les secteurs concernés par la nutrition, la mise en œuvre des feuilles de route au niveau des pays d'Afrique centrale, l'élaboration des plans de travail inter-agences favorisant l'approche conjointe intégrée.

Photo de famille à l'issue de l'ouverture du séminaire de la FAO sur la nutrition en Afrique, le mois dernier.

Transport maritime

Les chargeurs africains en conclave à Libreville

MZM

Libreville/Gabon

LES travaux du comité directeur de l'Union des conseils des chargeurs africains (UCCA), organisme spécialisé de l'Organisation maritime de l'Afrique de l'ouest et du centre (OMAOC), s'ouvrent aujourd'hui à Port-Gentil. Cette session extraordinaire du comité directeur de l'UCCA permettra à ses 25 États membres d'apprécier, à mi-parcours, le rapport d'activités du secrétariat général et du trésorier statutaire sur la situation financière de l'Union. Mais aussi d'émettre des propositions et prendre des décisions destinées à améliorer le fonctionnement de l'UCCA. Notamment, des mesures relatives au projet de révision budgétaire, aux modalités de financement de sa vision stratégique 2015-2020, ainsi que celles inhérentes au projet d'harmonisation du Bordereau électronique de suivi des cargaisons (BESC). En effet, le BESC est un document de transport maritime utilisé par les Conseils des chargeurs en vigueur dans la majorité des États membres de l'OMAOC. Il couvre les besoins d'identification, de traçabilité, de sûreté, de statistiques, de contrôle des coûts de transport maritime et d'anticipation des procédures portuaires et de dédouanement des marchandises. Les Conseils des chargeurs



Photo : sholprod Gabon.

Le directeur général du Conseil gabonais des chargeurs (CGC), Liliane Ngari épouse Onanga Y' Obegue.

envisagent d'harmoniser les données du BESC, en vue de le rendre plus performant dans le cadre de la facilitation des échanges.

« L'initiative de cette réunion du comité directeur traduit, à n'en point douter, la volonté des premiers responsables des Conseils des chargeurs de redynamiser cette organisation par le renforcement des capacités de son secrétariat général basé à Douala (Cameroun) en ressources humaines et financières », a expliqué le directeur général du CGC, Liliane Nadège Ngari, épouse Onanga Y'Obégué. L'UCCA a pour missions, entre autres, d'œuvrer à la réduction de l'incidence des coûts des transports sur les économies des États membres, rationaliser le trafic, optimiser la desserte maritime de ces États et promouvoir des flottes na-

tionales de commerce, en veillant à une répartition équitable des cargaisons.

L'organisation regroupe les Conseils nationaux des chargeurs ou organismes assimilés de 25 États - membres de l'Afrique de l'ouest et du centre dont 16 sont opérationnels.

Il s'agit du Conseil gabonais des chargeurs (CGC), du Conseil national des chargeurs du Cameroun (CNCC), du Conseil national des chargeurs de Bénin (CNCB), du Conseil burkinabé des chargeurs (CBC), du Conseil congolais des chargeurs (CGC), de l'Office ivoirien des chargeurs (OIC), du Ghana Shipper's authority (GSA), du Conseil malien des chargeurs (CMC), du Conseil sénégalais des chargeurs (Cosec), du Conseil nigérien des utilisateurs de transports publics (CNUT), de Nigerian

Shippers's Council (NSC), du Conseil national des chargeurs du Togo (CNCT),

de l'Office de gestion du fret multimodal de la RDC, de l'Office guinéen des

chargeurs (OGC) et du Conselho de Carregores Guiné-Bissau (CGBC).



AVIS DE RECRUTEMENT

Dans le cadre du développement de ses activités dans les villes de Libreville et Franceville, Sodexo Gabon recherche:

4 PLOMBIERS

3 ans d'expérience -

Maîtrise d'installations d'alimentation en eau potable et évacuation des eaux usées

9 TECHNICIENS FROID INDUSTRIEL

3 ans d'expérience

Connaissance des systèmes froid et ISO frigo et schémas électriques

7 ELECTRICIENS

3 ans d'expérience

Connaissance des schémas et des composants électriques, norme NFC15100

Posséder l'habilitation B1V, B2V ou BC, et éventuellement HTV ou H2V

1 TECHNICIEN MULTISERVICES

3 ans d'expérience

Connaissance en serrurerie, menuiserie, peinture

Les dossiers doivent comprendre:

- 1) Une lettre de demande d'emploi adressée au Directeur des Ressources Humaines
- 2) Un curriculum vitae à jour;
- 3) Une copie des diplômes;
- 4) Une copie des habilitations;
- 5) Une copie de la pièce d'identité

Les dossiers doivent être envoyés à l'adresse: contact.rh@sodexo.com ou déposés sous pli fermé de 8h00 à 15h30 aux lieux indiqués ci-après:

Libreville : Centre de formation sise au quartier Charbonnages (face à la station Petro Gabon)

Franceville: Bureaux Sodexo au sein de l'Université des Sciences et Techniques de Masuku (USTM)

Sodexo Gabon
Siège Social - B.P. 608 Part-Gentil

Centre de Formation
B.P.: 1187 Libreville - Tel: 01.44.11.12

sodexo
SERVICES DE QUALITÉ DE VIE